

"La situation est encore pire" : pourquoi "70 à 80%" des radiologues français sont en grève

En grève dans tout le pays, les radiologues libéraux protestent, ce lundi 10 novembre, contre les baisses de tarifs imposées par l'Assurance maladie. Ils dénoncent une menace directe pour la viabilité de leurs cabinets.

Par la rédaction avec AFP

Publié le 10 novembre 2025

Environ "70 à 80%" des médecins radiologues libéraux sont en grève lundi pour protester contre des baisses de tarifs imposées par l'Assurance maladie, selon leur syndicat représentatif, avec des disparités territoriales, certains départements étant "mobilisés à 100%", contre 30% en région parisienne.

Les 4.800 médecins radiologues libéraux sont appelés à fermer leurs cabinets par la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR), leur unique syndicat représentatif.

300 millions d'euros d'économies espérés

En cause : des baisses de prix des actes remboursables intervenues mi-octobre, imposées suite à l'échec de négociations conventionnelles avec l'Assurance maladie, et une mesure du projet de budget de la Sécurité sociale qui ouvre la voie à de nouvelles économies.

L'Assurance maladie vise 300 millions d'euros d'économies sur le secteur d'ici 2027, pour "ralentir" la hausse des dépenses sinon attendue à 1 milliard (vieillesse de la population, inflation...).

Selon la FNMR, ces coupes mettent en difficulté les radiologues et pourraient les conduire à limiter leurs horaires d'ouverture, ou à fermer des cabinets en zone rurales ou péri-urbaines.

"Aujourd'hui, la mobilisation est très forte, avec une diagonale remarquable : 100% des praticiens sont en grève en Alsace, Côte d'Or, Creuse, Haute-Vienne, Dordogne, ou Gironde", mais aussi dans d'autres départements comme "le Var, le Finistère ou la Seine-Maritime".

Jean-Philippe Masson (président de la FNMR)

Dans "une majorité de territoires", le taux de grévistes s'échelonne entre "50 et 70%" et il est, "comme toujours", plus faible en région parisienne (30%), a-t-il dit.

Comme M. Masson, une partie des grévistes sont réquisitionnés par les autorités. Cela concerne "une majorité" des 130 cabinets rattachés à des cliniques gérant des services d'urgences.

"La viabilité de la radiologie" remise en cause

Après les débats à l'Assemblée nationale ce week-end sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026, "la situation est encore pire", suite au vote d'un amendement écologiste "qui augmente encore" de 100 millions d'euros les économies à réaliser dans certains secteurs rentables (radiologie, biologie, radiothérapie, médecine nucléaire, dialyse...), a déploré M. Masson.

Mais pour le directeur de l'Assurance maladie Thomas Fatôme, ces baisses tarifaires "ne vont pas remettre en cause la viabilité de la radiologie".

Selon un rapport de juillet de l'Inspection générale des Affaires sociales, les radiologues libéraux "ont une rémunération presque double de celle de la moyenne médecins libéraux et plus élevée de 38% par rapport à la moyenne des spécialistes. Ils sont ainsi "les médecins les mieux payés" à l'exclusion des médecins nucléaires et radiothérapeutes, aux effectifs "nettement moindres".